

## Département de Seine-et-Marne

<u>Canton de Nangis</u> COMMUNE DE NANGIS

**DECISION DU MAIRE** 

2025/ST/388

## OBJET : ALIENATION D'UN VEHICULE MUNICIPAL — CITROEN JUMPER IMMATRICULE 914-DHN-77

Nolwenn LE BOUTER, Maire de la commune de Nangis,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** la délibération n°2020/JUIL/049 en date du 16 juillet 2020 par laquelle le conseil municipal a décidé de déléguer à Madame le Maire, les attributions visées dans l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de décider de la mise en aliénation de gré à gré, du véhicule Citroën Jumper immatriculé 914-DHN-77 dans le cadre de la destruction dudit véhicule par la SAS MALLET, enregistrée sous le numéro SIRET 329 427 439 00016,

## DECIDE

Article 1: D'aliéner de gré à gré le véhicule Citroën Jumper immatriculé 914-DHN-77 (numéro d'inventaire 75/2008) à la SAS MALLET.

**Article 2 :** Dit que le véhicule est cédé à titre gracieux pour destruction.

<u>Article 3 :</u> Dit que la valeur nette comptable du bien est égale à 0€ compte tenu de sa vétusté et de sa première mise en circulation le 15 avril 2004.

<u>Article 4</u>: Dit que le véhicule précité sera rayé du parc automobile de la commune à compter de la signature de la présente décision.

<u>Article 5</u>: Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision, publiée sur le site internet de la ville pour une durée de 3 mois, à compter de la signature de ladite décision.

. 201 524 Berger-Levrault (1309)

## Article 6 : Copie de cet acte sera transmise à :

- Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de Provins,
- Madame la Cheffe du SGC de Provins,
- Madame la Directrice du service financier,
- Madame la Directrice des services techniques,
- SAS MALLET.

La présente décision sera inscrite au registre des décisions municipales et portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine réunion conformément aux dispositions de la Loi.

Fait à Nangis, le 04 novembre 2025

Le Maire, Nolwenn LE BOUTE

> Certifié exécutoire compte tenu de sa télétransmission en sous-Préfecture

2 1 NOV. 2025

et notification ou publication

2 1 NOV. 2025

Le Maire,

Nolwenn LE BOUTE

Le maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de MELUN dans le respect du délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture 077-217703271-20251121-DEC-2 Date de télétransmission : 21/11/2025 Date de réception préfecture : 21/11/2025